

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE

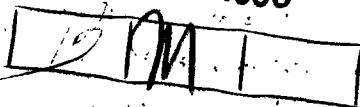


MASTER

Distr.
LIMITEE

A/C.5/SC.7/L.4
30 octobre 1950
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

1 NOV 1950



Cinquième session

CINQUIEME COMMISSION

PREVISIONS DE DEPENSES POUR L'EXERCICE FINANCIER 1951

Régime des traitements et salaires, indemnités et congés du
personnel de l'Organisation des Nations Unies

Proposition tendant à appliquer un taux différentiel réduisant de 5 pour 100
les traitements et salaires des fonctionnaires internationaux à Genève.

(Note du Secrétaire général)

Le Secrétaire général désire présenter les renseignements ci-après au sujet
de certaines observations que la Cinquième Commission a entendues pendant le
débat préliminaire qu'elle a consacré à la proposition tendant à appliquer un
taux différentiel réduisant de 5 pour 100 les traitements et salaires des
fonctionnaires internationaux à Genève.

1. Données statistiques. A propos de l'enquête statistique sur le coût relatif
de la vie à Genève et à New-York, il a été fait mention de la comparaison établie
pour les prix de 120 articles. Le Secrétaire général tient à souligner que
cette comparaison des prix n'a constitué qu'une partie de l'enquête, qui a
également compris un examen critique des budgets et dépenses personnels réels
d'un nombre représentatif de fonctionnaires internationaux à Genève.

Comme le Président du Comité consultatif a déclaré à la Cinquième Commission
que le Comité consultatif tenait pour valables les résultats purement statistiques
de l'enquête et ne désirait donc pas voir effectuer une nouvelle étude, il
est peut-être inutile de rappeler que l'enquête a été aussi objective que
possible. Cependant, le Secrétaire général prie la Cinquième Commission et sa
Sous-Commission de noter non seulement que l'enquête est l'œuvre d'experts en
statistique, mais que la méthode suivie dans l'enquête a recueilli l'approbation
d'un comité d'experts qui comprenait un représentant du Bureau of Labour Statistics
des Etats-Unis.

2. Date des données statistiques. Certaines interventions faites devant la Cinquième Commission ont donné à entendre que, même si l'on considérait comme exacts les résultats de l'enquête statistique, des modifications survenues depuis 1949 avaient fait perdre leur valeur aux conclusions atteintes; la Cinquième Commission a notamment entendu citer un rapport d'après lequel depuis un an le coût de la vie aux Etats-Unis aurait augmenté de 2 pour 100 alors qu'il aurait diminué de 2 pour 100 en Suisse.

Le Secrétaire général n'est pas sûr que ce rapport s'applique nécessairement à New-York et à Genève, car les indices publiés dans la revue américaine Monthly Labor Review et dans la revue suisse officielle La Vie économique permettent d'aboutir à un résultat quelque peu différent, comme il ressort du tableau suivant : (janvier 1949 = 100) :

	<u>Janvier 1949</u>	<u>Septembre 1949</u>	<u>Mai 1950</u>	<u>Juillet 1950</u>
<u>Coût de la vie</u>				
New-York	100	99,0	97,8	
Suisse	100	99,4	97,6	97,6
<u>Coût des seules</u> <u>denrées alimentaires</u>				
New-York	100	100,2	97,5	
Suisse	100	99,5	97,7	98,3

Le Bureau de statistique du Secrétariat ne dispose d'aucun élément permettant de croire que les résultats de l'enquête de 1949 ne sont plus valables.

Quoi qu'il en soit, le Secrétaire général signale que, d'après l'enquête statistique, le rapport entre Genève et New-York était de 103,4 : 100. Même si on le considérait comme exacte, la modification de 2 pour 100 dont il a été question ne ferait que ramener le rapport à 101,4 : 102. Cela ne justifierait toujours pas l'application d'un taux différentiel.

En outre, les résultats de l'enquête effectuée par l'Organisation ont été corroborés par deux autres études, d'après lesquelles le coût de la vie à Genève, si tant est qu'il diffère du coût de la vie à New-York, est plus élevé.

3. Le Secrétaire général doit également faire observer que le Comité consultatif a eu communication à la fin de 1949 des premiers résultats de l'enquête sur le coût de la vie. Le Comité consultatif a accusé réception de ces renseignements dans un memorandum qu'il a adressé au Secrétaire général le 12 décembre 1949. Du point de vue technique, le Secrétaire général aurait été en droit de proposer, à ce moment là, d'ajouter aux traitements et salaires des fonctionnaires de Genève l'indemnité de cherté de vie qui est versée aux fonctionnaires de New-York. S'il ne l'a pas fait, c'est parce qu'avec l'actuel régime des traitements et salaires, il aurait fallu verser cette indemnité à tous les fonctionnaires, notamment aux nombreux membres du personnel recrutés sur place dont on savait que les traitements et salaires étaient déjà élevés par rapport aux taux en vigueur en dehors de l'Organisation. Le Secrétaire général n'a pas estimé qu'il y avait lieu d'augmenter de nouveau les traitements et salaires des fonctionnaires recrutés sur place (ce qui aurait entraîné une dépense de quelque 200.000 dollars) ; aussi a-t-il décidé que les résultats de l'enquête sur le coût de la vie n'appelaient aucune mesure avant l'examen par l'Assemblée générale du rapport des experts. Le Comité consultatif a également estimé qu'il convenait de ne prendre pour le moment aucune mesure. S'il est vrai que cette décision est incontestablement celle qui s'imposait, il n'en demeure pas moins qu'elle a eu pour effet de priver pendant un an les fonctionnaires internationaux (percevant un traitement ou salaire inférieur à 7.000 dollars) d'une indemnité de cherté de vie dont ils pouvaient raisonnablement demander à bénéficier ; de l'avis du Secrétaire général, il serait doublement injuste que ce retard même serve maintenant à justifier l'application d'un taux différentiel.

4. On peut également noter que le Comité consultatif a lui-même reconnu, à la fin de 1948, qu'il fallait compenser la réduction due à l'application de l'ancien taux différentiel de 5 pour 100 par l'octroi d'une indemnité de vie chère de 5 pour 100 également. Il semble généralement admis qu'il convient d'incorporer l'indemnité de cherté de vie dans le traitement de base des fonctionnaires du siège, et l'on ne voit guère pourquoi le même principe ne s'appliquerait pas à Genève.

5. Argument non statistique. On a invoqué, en faveur de l'application d'un taux différentiel, la déclaration du Comité d'experts selon laquelle il convenait, lors de la détermination des taux différentiels, de tenir compte aussi des différences de "traitements et modes de vie et de niveaux de vie" et on a laissé entendre que le Secrétariat n'avait pas aligné les dépenses de ses fonctionnaires sur celles de la collectivité locale de Genève. Pour soutenir cette affirmation, on a fait valoir que la différence de 10 pour 100 environ en moins entre l'ancien et le nouveau barème des traitements pour le personnel recruté sur place à Genève constituait une preuve directe de la nécessité de réduire les traitements des fonctionnaires internationaux - apparemment en vue de les maintenir, par rapport à la collectivité locale, dans la même situation que les fonctionnaires à New-York.

Le Secrétaire général ne peut s'empêcher de penser que cet argument nie la conception même d'une administration internationale et les principes dont s'est inspiré le Comité d'experts. Le fonctionnaire international qui prend son service à Genève s'adapte naturellement au mode d'existence de ses collègues. Depuis de nombreuses années, il existe à Genève une collectivité internationale et c'est à cette collectivité que le fonctionnaire doit s'adapter et qu'il s'adapte. Cette adaptation ne justifie pas une réduction de son traitement. Le Secrétaire général estime que c'est détruire l'objectif auquel tend la représentation géographique du personnel que de laisser entendre que les fonctionnaires internationaux devraient s'identifier à la collectivité locale et mener la même vie qu'elle. C'est ainsi, par exemple, que l'un des objectifs importants du congé dans les foyers est d'assurer que les fonctionnaires conservent leurs caractéristiques nationales.

L'enquête sur le coût de la vie qui a été effectuée n'était pas une étude sur les traitements ou les dépenses des citoyens suisses résidant à Genève : il s'agissait d'une étude des dépenses de fonctionnaires internationaux dont le mode de vie est parfaitement normal et raisonnable, à la fois en soi et par rapport aux conditions locales. Le Comité d'experts a déclaré au paragraphe 34 de son rapport que les comparaisons avec les traitements pratiqués dans la région "ne sont probantes qu'en ce qui concerne le personnel recruté localement, en vue de travaux pour lesquels on peut trouver des titulaires sur place". Il convient de signaler aussi que, si le barème des traitements du personnel recruté sur place à Genève a été diminué, l'indemnité de non-résident versée au personnel "semi-local" a dû être fixée à 1.800 francs par an, ce qui pratiquement maintient la rémunération totale du personnel semi-local au même niveau qu'auparavant.

6. Le Secrétaire général doit signaler, en tout état de cause, que l'argument non statistique présenté à la Cinquième Commission était fondé sur une citation du rapport du Comité d'experts qui a été isolée de son contexte. L'examen de ce rapport dans son ensemble ne laisse subsister aucun doute sur l'avis du Comité d'experts, qui estimait :

- a) Que pour fixer les taux différentiels, il faut tenir compte en premier lieu du coût relatif de la vie (paragraphe 53)
- b) Qu'il faut tenir compte aussi d'autres facteurs (paragraphe 54); mais
- c) Qu'un taux différentiel ne doit être appliqué que si l'examen de tous les facteurs pertinents montre que le personnel international (c'est-à-dire celui qui n'est pas recruté sur place) jouit d'une situation nettement meilleure ou nettement moins bonne que le personnel international du siège (paragraphe 52).

7. Conclusions On a fait valoir à la Cinquième Commission que la décision relative au taux différentiel devait être fondée sur une "appréciation générale". Le Secrétaire général estime, toutefois, que même une appréciation générale doit être fondée sur un certain nombre de faits, et qu'en l'occurrence il n'a pas été avancé de faits justifiant le rejet des preuves statistiques très solides qui ont été fournies. Il n'a pas été prouvé que le niveau de vie des fonctionnaires était à Genève plus élevé qu'à New-York ni que leur situation relative dans la collectivité dans laquelle ils vivent était telle qu'elle justifiât une réduction de leur traitement. Il est certain que la plupart des fonctionnaires n'ont pas le moindre désir de se trouver à Genève et l'objet d'une des plaintes du personnel de Genève au cours des trois dernières années a été l'insuffisance des possibilités de mutation à New-York.

8. Le Secrétaire général pense qu'avant de rejeter les preuves fournies par les données statistiques, il conviendrait d'examiner les facteurs non statistiques avec le personnel intéressé et avec les institutions spécialisées. Il reste convaincu qu'en raison des preuves dont on dispose l'on compromettrait le moral du personnel en appliquant un taux différentiel: cette mesure serait considérée comme une discrimination injustifiée par rapport au personnel du siège

15
page 6
et à celui de l'OMS et de l'OMI, car en raison des précédents, des faits connus et des points de vues exprimés par ces organisations, le Secrétaire général a tout lieu de penser qu'elles n'adopteraient pas le taux différentiel.

Le Secrétaire général fait observer en outre que le Comité consultatif n'a proposé l'adoption d'un taux différentiel que "sous réserve d'un nouvel examen". Le Secrétaire général croit que la seule façon raisonnable de procéder serait de surseoir à toute décision en attendant l'examen envisagé.
